

QUELQUE 500 APPLIS ET SITES PUBLICS

La direction de l'information légale et administrative (Dila) a recensé toutes les applications et versions mobiles des sites de l'État, des régions et des départements, soit quelque 500 dispositifs. Dans le détail, les administrations de l'État sont à l'origine de 130 applications, principalement des services administratifs aux usagers, contre 135 « applis » pour les départements, portant essentiellement sur la valorisation de leurs territoires. La liste est téléchargeable sur www.data.gouv.fr



Ouverture

La direction de l'information légale et administrative (Dila) abandonnera début 2015 ses dernières redevances de réutilisation concernant les données relatives à la transparence économique et financière qui figurent dans trois de ses bulletins officiels – annonces civiles et commerciales, annonces de marchés publics et annonces légales.

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

Planification

L'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) vient de créer un outil d'aide à la décision pour les élus en montagne, croisant les données de différentes sources pour leur permettre de planifier leurs projets de développement.

www.observatoire-stations.fr

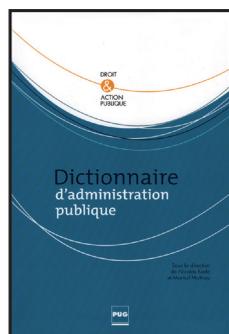
Ouverture

L'Assemblée nationale promet de rendre disponibles ses données en format « open data », accessibles à tous dans un format librement exploitable et réutilisable sans restrictions techniques, juridiques ou financières. Plus de 800 000 documents seront accessibles d'ici fin 2015. www.assemblee-nationale.fr



Auteurs : sous la direction de Nicolas Kada et Martial Mathieu
Éditeur : Presses universitaires de Grenoble
Prix : 35 euros
Nombre de pages : 578

DICTIONNAIRE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE



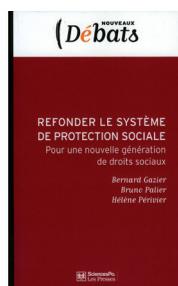
« ENA », « déconcentration », « féminisation des administrations », « Lolf », « partenariat public-privé »...

Ce très précieux *Dictionnaire d'administration publique* décrypte et analyse quelque 300 mots-clés qui permettront au lecteur de mieux appréhender les nuances et la portée de l'action publique.

Un travail pluridisciplinaire auquel ont contribué près de 90 auteurs, pour la plupart des universitaires spécialistes des disciplines décryptées, et qui embrasse toutes les dimensions de l'administration publique. Un champ « pluriel et évolutif », rappellent les coordinateurs, Nicolas Kada et Martial Mathieu, directeur du Centre d'études et de recherche sur le droit, l'histoire et l'administration publique (Cerdhap) – un laboratoire de recherche rattaché à la faculté de droit de Grenoble. Voilà un portrait détaillé de l'administration française riche des travaux de recherche les plus récents qui éclairera les décideurs publics alors que l'action publique connaît aujourd'hui quelques évolutions majeures.



QUELLE PROTECTION SOCIALE ?



Auteurs : Bernard Gazier, Bruno Palier et Hélène Périvier
Éditeur : Presses de SciencesPo **Nombre de pages :** 208
Prix : 14 euros

Refonder le système de protection sociale, pour une nouvelle génération de droits sociaux. Telle est l'ambition – et le titre – de cet ouvrage des Presses de SciencesPo qui dessine

une nouvelle organisation sociale et économique dans laquelle quantité et qualité de l'emploi se renforceraient mutuellement. Un constat : il est urgent mais surtout possible de refonder le système français et d'adopter un modèle plus égalitaire.